

**Monsieur Sébastien LECORNU**  
Premier ministre  
Hôtel de Matignon  
57, rue de Varenne  
75007 Paris

Paris, le 25 septembre 2025

Monsieur le Premier ministre,

Par un courrier du 19 septembre 2025 adressé aux présidents des deux chambres du Parlement, ainsi qu'aux présidents des conseils régionaux, des conseils départementaux et des associations représentatives des élus locaux, vous avez proposé « *un grand acte de décentralisation, de clarification et de liberté locale* ». Nous nous réjouissons que vous fassiez de la relance de la décentralisation et du renforcement des pouvoirs locaux une priorité, conformément aux souhaits exprimés à plusieurs reprises par les Régions de France et réitérés notamment lors de notre dernier congrès à Strasbourg en septembre 2024.

Les Régions de France partagent votre constat d'une nécessaire et urgente clarification entre les compétences de l'Etat et celles des collectivités territoriales notamment dans un souci d'assainissement des finances publiques. A l'évidence, l'action publique est aujourd'hui dans notre pays rendue illisible et très perfectible par la multiplicité des structures intervenant sur des champs similaires sans coordination satisfaisante. En menant un effort de clarification et de différenciation, nous pouvons faire de cet acte de décentralisation un outil formidable et utile pour la réforme de l'Etat et l'identification d'économies budgétaires significatives.

Par conséquent, Régions de France prendra une part active dans les travaux de réflexion visant à préparer le nouvel acte de décentralisation que vous appelez de vos vœux. Elle défendra une nouvelle organisation des compétences audacieuse fondée sur les principes de subsidiarité, d'efficacité et de confiance dans les territoires. Nous vous confirmons ainsi que des propositions précises, et débattues au sein de nos instances, vous seront transmises d'ici le 31 octobre conformément à votre demande. Elles dépasseront d'ailleurs le strict champ d'action mentionné dans votre courrier et porteront également sur des domaines comme l'orientation, l'éducation ou le développement économique en particulier les aides aux entreprises, où le statu quo n'est plus possible et où nous souhaitons une compétence pleine et entière.

.../...

D'ores et déjà, nous voulons vous présenter certain nombre d'axes majeurs et prioritaires, qui pourraient demain constituer un **pacte Etat-Régions en faveur de la décentralisation** :

- Un **acte de clarification** des compétences, pour mettre fin à des doublons coûteux, avec la nécessité d'identifier les suppressions possibles d'agences et d'instances d'Etat positionnée sur des compétences obligatoires des Régions.
- Une **confirmation nationale** du rôle de pilotage des fonds européens par les Régions.
- La **poursuite** des travaux de la conférence Ambition France Transports, menés par M. Dominique BUSSEAU, qui doit permettre de flécher de nouvelles ressources financières issues des concessions autoroutières
- Un **renforcement** des possibilités d'expérimentation et de différenciation, tant outre-mer qu'en métropole, allant pour la Corse jusqu'à un statut d'autonomie.

Notre démarche s'inscrit naturellement dans une démarche d'aide à la construction d'un budget indispensable pour la France. Les Régions portent aujourd'hui près de 15% de l'investissement public local pour seulement 1% de la dette nationale. Dans un esprit de responsabilité, les Régions sont prêtes à participer à un effort juste et équitablement réparti et nous partageons l'appréciation du Président du Sénat estimant à deux milliards d'euros l'effort supportable pour les collectivités territoriales.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre haute considération.



Carole DELGA  
Présidente de Régions de France



Renaud MUSELIER  
Président délégué de Régions de France